

Déclaration de confidentialité

I. Déclaration de confidentialité

Le projet « Conseillers en santé » repose sur un contact proactif avec les groupes cibles spécifiques identifiés sur la base de certaines vulnérabilités sociales, afin d'analyser et de soutenir leurs besoins en matière de soins. Par vulnérabilité sociale, il convient d'entendre certaines caractéristiques, telles que le statut socioéconomique, le besoin de soins supplémentaires, etc. Les tâches des Conseillers en santé en lien avec ce groupe cible se concentrent sur :

1. L'identification et le soutien des besoins en matière de soins des groupes cibles

*comprendre et analyser les besoins du groupe cible en matière de santé et de bien-être, en accordant une attention particulière à certains thèmes

* Informer et/ou orienter vers les services et organisations susceptibles de répondre aux besoins identifiés en matière de soins.

2. Le renforcement des compétences en matière de santé du groupe cible concernant des thèmes spécifiques

3. Fournir aux personnes les outils qui leur permettent de mieux gérer les facteurs affectant leur santé, afin qu'ils puissent améliorer leur propre santé.

4. L'identification des barrières structurelles (au niveau de l'accessibilité, de la qualité des soins, du suivi, etc.) auxquelles le groupe cible est confronté et les signaler aux différentes parties en cause.

La tâche des organismes assureurs comprend :

1. Le suivi de la mise en œuvre opérationnelle du projet

2. Le suivi et l'analyse des activités menées par les conseillers en santé

Cette déclaration de confidentialité relative au projet « Conseillers en santé » vise à fournir des informations aux personnes dont les données ont été traitées, conformément aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Nous souhaitons vous informer sur :

** Les raisons pour lesquelles nous collectons vos données à caractère personnel dans le cadre du projet « Conseillers en santé »

** Ce que nous faisons avec vos données à caractère personnel et combien de temps nous les conservons

** Vos droits relatifs au traitement effectué de vos données

**1.1.
Responsable du traitement**

ZPG Intermut, dont le siège social est sis Avenue de Tervueren 188/A boîte 8, 1150 Woluwe-Saint-Pierre, avec le numéro d'entreprise 0695 810 791.

ZPG Intermut se compose de :

- L'organisme assureur (ci-après : « OA ») 100 : L'Union nationale des Mutualités chrétiennes, dont le siège social est sis Chaussée de Haecht 579, 1030 Schaerbeek, avec le numéro d'entreprise 0411.702.543,
- OA 200 : L'Union nationale des Mutualités libres, dont le siège social est sis Chaussée de Charleroi 145, 1060 Saint-Gilles, avec le numéro d'entreprise 0411.709.768
- OA 300 : L'Union nationale des Mutualités socialistes, dont le siège social est sis Rue Saint-Jean 32-38, 1000 Bruxelles, avec le numéro d'entreprise 0411.724.220,
- OA 400 : L'Union nationale des Mutualités libérales, dont le siège social est sis Rue de Livourne 25, 1050 Ixelles, avec le numéro d'entreprise 0411.729.366,
- OA 500 : L'Union nationale des Mutualités libres, dont le siège social est sis Route de Lennik 788a, 1060 Anderlecht, avec le numéro d'entreprise 0411.766.483.

Chaque organisme assureur est responsable de ses membres et des traitements qu'il effectue.

1.2. Quelles données à caractère personnel sont traitées ?

A) Phase de sélection :

Afin de permettre aux Conseillers en santé de prendre contact avec les personnes du groupe cible, les données d'identification seront traitées par ces derniers :

Nom, prénom, numéro de téléphone, sexe et commune des personnes à contacter

B) Phase de contact :

Si les personnes contactées acceptent de répondre lors de l'entretien téléphonique avec les Conseillers en santé, diverses données à caractère personnel peuvent être traitées. Notamment :

- les caractéristiques personnelles (sexe, date de naissance, nationalité, langue dans laquelle l'entretien a lieu, quartier où vit la personne)
- les obstacles à l'accès aux soins médicaux
- la connaissance de certains sujets liés à la santé
- le recours ou non à des soins médicaux (médecin généraliste, dentiste, etc.)
- l'orientation de la personne vers les services des mutualités ou d'autres organisations externes susceptibles de répondre

à ses besoins en matière de soins médicaux

- les données indirectement liées à la santé (par exemple : avez-vous un médecin généraliste ? Avez-vous un DMG ? Y a-t-il un problème de santé ?
- le type de contact (téléphone, rendez-vous à l'agence d'assurance maladie, rendez-vous à domicile, etc.)
- des données spécifiques relatives à la santé, telles que les maladies chroniques, la prise de médicaments, le bien-être mental
- toute donnée à caractère personnel fournie volontairement par la personne concernée au responsable du traitement

Toutes ces données seront stockées sur un site SharePoint, sans indication de l'identité des personnes du groupe cible et sans qu'il soit possible de les identifier directement.

1.3. Quelle est la base juridique pour le traitement de vos données ?

Le traitement de vos données à caractère personnel est fondé sur les bases juridiques suivantes :

- * Le traitement de catégories particulières de données à caractère personnel est nécessaire à l'exécution de nos missions d'utilité publique, à savoir la gestion de systèmes et de services de soins médicaux ou de systèmes et de services sociaux fondés sur le droit belge : il s'agit des données qui sont collectées pour la phase de sélection
- * Article 3.c) de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités : il s'agit des données qui sont collectées pour la phase de sélection
- * Le consentement des personnes concernées : il s'agit des données qui sont collectées pendant la phase de contact

1.4. Finalités du traitement des données

ZPG Intermut traite ces données dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Collaborateurs en prévention », en exécution de l'accord de coopération avec le Collège réuni de la Commission communautaire commune (Cocom). Aux fins suivantes :

1. Identifier et soutenir les besoins en matière de soins des groupes cibles

* Comprendre et analyser les besoins du groupe cible en matière de santé et de bien-être, en se concentrant sur certains thèmes.

* Informer et/ou orienter vers les services et organisations susceptibles de répondre aux besoins identifiés en matière de soins.

2. Renforcer les compétences en matière de santé du groupe cible concernant des questions spécifiques.

3. Donner aux personnes les moyens de mieux maîtriser les facteurs ayant un impact sur leur santé, en vue d'améliorer leur propre santé.

4. L'identification des barrières structurelles (au niveau de l'accessibilité, de la qualité des soins, du suivi, etc.) auxquelles le groupe cible est confronté et les signaler aux différentes parties en cause.

1.5. Combien de temps conservons-nous vos données dans le cadre du projet « Conseillers en santé » ?

Les données collectées lors de la phase de sélection et de prise de contact seront conservées pendant la période nécessaire à l'exécution de nos missions. En tout état de cause : pour la durée du projet (à savoir jusque fin décembre 2022). Le projet peut être prolongé.

Les données seront en tout cas supprimées 3 mois après l'analyse par les organismes assureurs.

1.6. À qui vos données à caractère personnel seront-elles transmises ?

Vos données peuvent être traitées par le personnel impliqué dans le projet à titre professionnel, à savoir les Conseillers en santé (sous contrat avec une mutualité) et les membres du groupe de projet (responsables des différentes équipes de Conseillers en santé par mutualité).

1.7 Quels sont vos droits concernant les

La personne concernée peut exercer les droits exposés ci-dessous dans la mesure où ils ne sont ni contraires aux obligations de droit auxquelles le responsable du traitement est soumis ni aux missions légales qui lui sont confiées.

**données à caractère personnel
que nous traitons ?**

- **Le droit de retirer votre consentement**
Si la licéité du traitement est fondée sur un consentement explicite, vous avez le droit de retirer votre consentement à tout moment. Le traitement de ces données avant le retrait du consentement reste valable.
- **Droit de regard**
En tant que personne concernée, vous avez le droit d'obtenir la confirmation que le responsable du traitement traite ou non vos données à caractère personnel et, le cas échéant, d'avoir accès à ces données. Vous pouvez demander une copie de vos données à caractère personnel si cela ne porte pas atteinte aux droits et libertés d'autrui.
- **Droit de rectification ou de modification**
Vous pouvez à tout moment demander de rectifier des données erronées ou de compléter vos données.
- **Droit à la suppression des données**
Vous êtes en droit d'obtenir l'effacement de vos données à caractère personnel si le responsable du traitement les traite de manière illicite, pour autant que le motif soit fondé, à savoir :
 - Lorsque les données ne sont plus nécessaires à des fins de traitement
 - Lorsque le consentement est retiré et qu'il n'y a plus de base juridique pour le traitement
 - Lorsque votre opposition au traitement est fondée
 - Lorsque le traitement est illicite
 - Lorsque l'effacement est imposé par la loi
- **Droit à la limitation du traitement**
Vous pouvez demander la limitation de l'utilisation de vos données :
 - Pendant une période permettant de vérifier l'exactitude des données que vous contestez
 - Si vous vous opposez à l'effacement de données traitées illégalement par le responsable du traitement
 - Si vous vous opposez à l'effacement de données dont le responsable du traitement n'a plus besoin, mais dont vous avez besoin pour la préparation, la soutenance ou l'exercice d'une action en justice
 - Pendant une période permettant de vérifier si les motifs légitimes du responsable du traitement prévalent sur les vôtres, lorsque vous vous opposez au traitement de ces données en invoquant votre situation particulière

Le responsable du traitement devra alors limiter le traitement de ces données à caractère personnel à leur stockage. Tout autre traitement n'est autorisé qu'avec votre consentement ou pour la préparation, la soutenance ou l'exercice d'une action en justice, pour la protection d'un tiers ou pour des motifs graves d'intérêt public. Le cas échéant, le responsable du traitement vous informera avant que cette limitation du traitement ne soit levée.

- **Cessibilité des données à caractère personnel**
Vous êtes en droit d'obtenir les données à caractère personnel vous concernant, que vous avez fournies, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, et vous avez le droit de transmettre ces données à un autre responsable du traitement. Vous êtes en droit de demander que les données à caractère personnel soient transmises directement d'un responsable du traitement à un autre, pour autant que cela s'avère techniquement possible.
- **Droit d'opposition**
Si vous n'acceptez pas que nous traitions certaines données, vous pouvez à tout moment vous opposer à ce traitement. Lorsque vos données sont traitées à des fins scientifiques, historiques ou statistiques, vous êtes en droit de vous opposer à ce traitement pour des raisons liées à votre situation particulière, sauf si le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public.

1.8. Exercice de vos droits

Les droits visés à l'article 1.7 peuvent être exercés dans le respect des règles et restrictions prévues par la loi. Le texte du Règlement général sur la protection des données prévaut sur les dispositions du point 1.7. Si vous souhaitez exercer l'un des droits susmentionnés, vous pouvez de tout temps nous contacter. Vous pouvez exercer ces droits à l'égard du responsable du traitement spécifié à l'article 1.1 ci-dessus.

Veillez à être toujours aussi précis que possible lorsque vous exercez vos droits. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons traiter votre demande de manière concrète et correcte.

Pour exercer vos droits, vous pouvez envoyer une demande écrite, datée et signée à notre Délégué à la protection des données, aux adresses suivantes :

- Par le biais de notre formulaire web
- Par courrier postal

Vous serez informé dans le mois de la suite donnée à votre demande.

Vous pouvez nous contacter directement pour poser des questions et exercer vos droits, mais vous pouvez aussi vous adresser à l'Autorité de protection des données (anciennement la Commission de la protection de la vie privée)

et, si nécessaire, déposer une plainte : Autorité de protection des données,
Rue de la Presse 35, 1000 Bruxelles - <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/citoyen/agir/contact>